fr

Press release | 04.10.2011

Sécurité alimentaire dans le monde

L'UE doit mettre en cohérence l'ensemble de ses politiques avec les objectifs de développement

La Commission du Développement du Parlement européen organisait aujourd'hui à l'initiative de sa présidente, l'eurodéputée Verts/ALE **Eva Joly**, une audition publique sur l'agriculture et la sécurité alimentaire dans le monde.

Flambées des prix des matières premières agricoles, hausse du cours du pétrole, compétition acharnée pour l'accès à la terre et à l'eau ou encore changement climatique frappent de plein fouet les populations des pays en développement et entretiennent l'insécurité alimentaire. Depuis 2008, la hausse des denrées alimentaires a poussé 144 millions de personnes dans la pauvreté. La famine qui touche la Corne de l'Afrique a déjà fait plusieurs milliers de victimes, tandis que plus de 13 millions de personnes continuent de manquer de nourriture.

Autant de défis auxquels l'audition d'aujourd'hui tentait de répondre.

Pour **Eva Joly**, la priorité de l'Union européenne doit être de mettre en cohérence l'ensemble de ses politiques avec les objectifs de développement.

"La politique agricole commune et nos politiques commerciales ont pour effet d'épuiser la planète et d'empêcher l'émergence dans les pays en développement de secteurs agricoles locaux viables, quand elles ne les ont pas purement et simplement détruits. Nous ne pouvons prétendre œuvrer pour la sécurité alimentaire et lutter contre les changements climatiques quand nos systèmes agricoles déséquilibrés sont fondés sur une politique agressive d'exportations subventionnées et l'importation massive de soja dont les cultures entraînent déforestation et appauvrissement des écosystèmes."

"Il convient également de faire cesser la spéculation sur les terres et les matières premières agricoles. En imposant une réglementation des marchés financiers visant à en limiter les effets pervers d'abord. En proposant un moratoire sur l'accaparement des terres arables agricoles dans les régions touchées par la famine ensuite. En révisant l'objectif de 10% d'énergie renouvelable dans le secteur des transports d'ici 2020 fixés par la directive européenne sur les énergies renouvelables (RED) enfin. Il n'est pas admissible que les terres agricoles des pays en développement soient confisquées aux populations locales par des investisseurs étrangers à des fins de plantations industrielles. Il n'est plus supportable que des pays comme l'Ethiopie dont certaines régions sont classées par l'ONU en situation de crise ou d'urgence humanitaire abandonnent littéralement leur agriculture vivrière en échange d'investissements internationaux et de plantations géantes de

palmiers à huile."

"L'industrialisation de l'agriculture doit prendre fin et laisser la place à l'agroécologie, à une agriculture vivrière familiale et de proximité, dont le but doit réellement être de nourrir les hommes."

Recommended

News

©lukas-s/unsplash

PLENARY FLASH: Greens/EFA Priorities 6 to 10 July

06.07.2026

News

©zsofia-vera

PLENARY FLASH Greens/EFA Priorities 15 to 18 June

15.06.2026

News

© European Union 2013 - European Parliament

PLENARY FLASH: Greens/EFA Priorities 27 to 30 April

27.04.2026

Opinion

[Toxic Beauty: How the EU’s new cosmetics rules could p…]

07.04.2026

Responsible MEPs

Eva Joly

Member

Please share

- E-Mail